

G.W. Martin vend les trois quarts de son bois aux États-Unis. Mais trois projets de loi actuellement déposés au Congrès auraient pour effet de restreindre nos exportations de bois d'oeuvre aux États-Unis. G.W. Martin emploie 430 personnes dans la région du Sault.

Et qu'en est-il de nos camionneurs? Pour ne prendre qu'un exemple, Advance Cartage est fortement impliqué dans le transport du bois d'oeuvre. La seule menace de barrières commerciales a déjà réduit ses opérations, et deux employés ont dû être licenciés. Si les barrières étaient imposées, combien d'autres subiraient le même sort?

Algoma Central Railway sera aussi durement touchée. La plupart des grands clients d'ACR seraient affectés par des barrières commerciales posées par les États-Unis. ACR emploie 500 personnes, et elle estime que 117 de ces emplois sont directement liés au commerce avec les États-Unis.

Mais le plus gros perdant serait notre principal employeur, l'Algoma Steel. Dans les cinq dernières années, 25 % des ventes de l'Algoma ont été destinées au marché américain. Ce qui représente 2 000 emplois au Sault, et 150 emplois supplémentaires à Wawa. De plus, tous les récents investissements de l'Algoma, y compris sa deuxième usine de production de tubes sans soudure, ont été basés sur l'hypothèse du maintien d'un libre-accès aux États-Unis. Mais nous savons bien que cet accès a été presque constamment menacé l'an dernier. L'industrie sidérurgique américaine vieillit et se fait moins compétitive. Elle demande une protection toujours plus grande contre les aciers étrangers.

Et je le répéterai, l'accès aux marchés américains est essentiel au succès de l'Algoma.

En engageant des discussions commerciales avec les États-Unis, votre gouvernement a donc un objectif vraiment fort simple. Nous ne pouvons nous permettre de perdre ce marché, et les arrangements que nous avons déjà conclus ne suffisent tout simplement pas à nous le conserver. Il nous faut quelque chose de mieux, ne serait-ce que pour préserver les emplois canadiens.

Mais ce n'est pas tout. Un arrangement commercial meilleur, plus équitable et plus ouvert avec les États-Unis créerait des emplois nouveaux et meilleurs. Il encouragerait les nouveaux investissements, non seulement les investissements étrangers, mais aussi les investissements de Canadiens; cela renforcerait nos industries et les